



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 15 février 2002

APERÇU

◆ Première hausse importante de l'emploi en un an

Le nombre d'emplois a progressé de 76 000 en janvier, soit la première hausse importante en plus d'un an. Le taux de chômage est passé de 8,0 % (en décembre) à 7,9 %. L'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté de 25 000, pour la troisième fois seulement en 13 mois.

◆ Bilan de fin d'année : l'emploi n'a guère progressé en 2001

Le nombre de Canadiens travaillant n'a progressé que de 0,2 % l'an dernier, contre 2,2 % en 2000. Le secteur manufacturier a subi la plus forte baisse annuelle de l'emploi depuis 1991.

◆ Valeur record des permis de construction résidentielle

La valeur estimée des permis de construction s'élevait à 39,9 milliards de dollars en 2001, ce qui est très proche du record enregistré en 1989. Les intentions de construction résidentielle ont atteint une valeur annuelle record.

◆ Le secteur des services continue de surpasser celui des biens

La production dans les industries de services s'est accrue de 0,3 % au troisième trimestre de 2001, tandis que la production du secteur des biens a fléchi de 2,0 %.

◆ La fréquentation des salles de cinéma à un sommet inégalé en 40 ans

Les Canadiens ont afflué vers les cinémas en 1999-2000, le nombre d'entrées ayant atteint un sommet inégalé en 40 ans. Les cinémas à écrans multiples ont attiré plus de public, mais les bénéfices n'ont pas suivi.

Première hausse importante de l'emploi en un an

L'emploi a progressé de 76 000 en janvier, soit la première hausse importante en plus d'un an. Le taux de chômage est passé de 8,0 % (en décembre) à 7,9 %. L'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté de 25 000.

Poursuivant la tendance à la hausse amorcée ces derniers mois, l'emploi à temps partiel a crû de 46 000 (+1,7 %) en janvier. La proportion de travailleurs à temps partiel (18,5 %) était la plus élevée depuis le milieu de 1999. L'emploi à temps plein a aussi progressé en janvier, mais cette progression (+30 000) était inférieure à celle de l'emploi à temps partiel.

Pour la troisième fois seulement en 13 mois, l'emploi a crû dans le secteur manufacturier en janvier, mais, malgré cette hausse (+25 000), il était en baisse de 70 000 (-3,0 %) par rapport à janvier 2001. Si la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques ainsi que de matériel de transport a continué de reculer, le secteur de la production de papier et de l'impression a progressé.

Dans les services d'enseignement, l'emploi a crû de 25 000, soit la plus forte hausse en deux ans. L'emploi dans le secteur de la construction a maintenu son essor, progressant de 20 000 par rapport

Enquête sur la population active, janvier 2002

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 471,1	0,4	15 166,1	0,5	1 304,9	7,9
Terre-Neuve-et-Labrador	257,0	-0,4	212,3	-0,9	44,7	17,4
Île-du-Prince-Édouard	75,3	-0,7	65,7	-0,9	9,6	12,7
Nouvelle-Écosse	472,1	-0,7	426,2	-0,3	45,9	9,7
Nouveau-Brunswick	383,7	0,9	340,2	0,9	43,5	11,3
Québec	3 866,7	0,1	3 513,0	0,8	353,7	9,1
Ontario	6 452,9	0,6	5 977,0	0,1	475,8	7,4
Manitoba	596,5	0,6	566,1	0,1	30,4	5,1
Saskatchewan	500,3	0,6	470,4	0,9	29,9	6,0
Alberta	1 737,7	0,3	1 655,3	0,7	82,4	4,7
Colombie-Britannique	2 128,9	0,4	1 940,0	1,4	188,9	8,9

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

(suite à la page 2)



... Première hausse importante de l'emploi en un an

à décembre. Cette hausse coïncide avec la vigueur récente des mises en chantier de logements. L'emploi dans le secteur de la construction a augmenté de 5,1 % depuis janvier 2001.

L'emploi dans le secteur des services d'hébergement et de restauration s'est accru de 19 000 en janvier, grâce à l'augmentation de l'emploi dans les restaurants et les débits de boissons.

Dans le secteur du transport et de l'entreposage, l'emploi a fléchi de 13 000, en raison principalement des pertes survenues dans le transport aérien. L'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage a baissé de 7,1 % par rapport à janvier 2001, en raison surtout d'une forte diminution de l'emploi dans le secteur du camionnage.

Le déclin dans le secteur agricole s'est poursuivi en janvier, en baisse de 7 000 emplois. On observe une forte tendance à la baisse dans ce secteur ces trois dernières années. Une chute de 39 000 emplois (-11,2 %) a été enregistrée durant les 12 derniers mois seulement.

L'emploi chez les femmes adultes a augmenté de 46 000 postes en janvier (tous à temps plein), et leur taux de chômage est passé de 6,4 % à 6,1 %. Cependant, le taux de chômage des hommes adultes est resté à 7,3 %, soit 1,2 point supérieur à celui des femmes. Il s'agit de l'écart le plus important entre les deux taux depuis 1992. Depuis janvier 2001, l'emploi chez les femmes a progressé de 1,6 %, mais de 0,2 % seulement chez les hommes.

Après avoir chuté en 2001, l'emploi chez les jeunes s'est accru de 36 000 en janvier, en raison surtout d'une hausse de l'emploi dans le secteur de la restauration. Le taux de chômage des jeunes est donc passé de 14 % à 13,8 %, mais ce taux est encore de 1,7 point plus élevé qu'en janvier 2001.

L'emploi a rebondi de 27 000 au Québec (après avoir fléchi de 10 000 en décembre), à la faveur d'une hausse enregistrée dans le

secteur manufacturier. Avec cette progression, l'emploi au Québec a crû de 1,6 % par rapport à janvier 2001, grâce notamment à la vigueur du marché du travail à Montréal.

En Colombie-Britannique, l'emploi a monté de 27 000. Mais si cette progression a neutralisé une partie des récentes pertes, l'emploi dans la province est demeuré de 31 000, ou 1,6 %, inférieur au sommet atteint en mars 2001.

L'emploi a peu varié en Ontario, mais l'accroissement d'activité sur le marché du travail a fait passer le taux de chômage de 6,9 % à 7,4 %, soit le taux le plus élevé depuis mars 1998. L'emploi a été stagnant en Ontario depuis un peu plus d'un an en raison d'un nombre d'emplois moins élevé dans le secteur manufacturier.

En Alberta, l'emploi s'est accru de 11 000, portant la hausse d'une année à l'autre à 35 000 (+2,1 %). L'essentiel de la progression de janvier a eu lieu dans le secteur manufacturier, compensant ainsi les pertes survenues récemment dans ce dernier. Le taux de chômage de la province est passé de 5,1 % à 4,7 %.

L'emploi en Saskatchewan a crû de 4 000 en janvier par rapport à décembre, mais il est resté de 2,6 % inférieur par rapport à janvier 2001. La baisse de l'emploi dans le secteur agricole est la principale raison du recul enregistré l'année dernière. L'emploi a légèrement progressé au Nouveau-Brunswick (+3 000), ramenant le taux de chômage de 11,4 % à 11,3 %.

*Pour en savoir plus, consultez **Information : population active pour la semaine se terminant le 19 janvier** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$). Pour des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Bilan de fin d'année : l'emploi n'a guère progressé en 2001

D'après un bilan de fin d'année, l'emploi a peu progressé au cours de 2001. Près de 15,1 millions de personnes travaillaient à la fin de l'année, en hausse de 25 000 seulement par rapport au début, soit une augmentation de 0,2 %. Par contre, le nombre de Canadiens qui travaillaient avait progressé de plus de 325 000 en 2000, en hausse de 2,2 % par rapport à 1999. (Voir le tableau à la page suivante pour des chiffres détaillés par sexe et âge.)

Les employeurs ont réduit l'embauche de presque 7 % en 2001, et le nombre de mises à pied permanentes s'est accru de 2,1 %. Le taux de chômage a terminé l'année à 8,0 %, son plus haut niveau depuis avril 1999.

Le secteur manufacturier qui, à peine deux ans auparavant, avait été à l'origine de la croissance de l'emploi, a subi en 2001 sa plus forte baisse d'une année à l'autre depuis 1991. La majeure partie de cette chute s'est fait sentir dans le domaine de la technologie de pointe. Les usines ne fonctionnant qu'à 83 % de leur capacité,

contre 86 % en 2000, moins de travailleurs étaient nécessaires. L'emploi dans le secteur manufacturier avait atteint un sommet de 2,3 millions en décembre 2000, mais à la fin de 2001, il a chuté de 111 000, soit de 4,8 %.

La plus grande partie de la chute de l'emploi dans le secteur manufacturier s'est concentrée dans l'industrie des ordinateurs et des produits électroniques, dont la valeur des livraisons s'est effondrée en 2001. Vers la fin de l'année, les entreprises avaient fabriqué des ordinateurs et des produits électroniques pour une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit moins de la moitié de la valeur de la production enregistrée lors du sommet atteint en octobre 2000.

Par contre, le commerce de détail et le commerce de gros ont fortement progressé. Le nombre d'emplois dans ces secteurs a grimpé de 76 000 (+3,2 %) en 2001, soit une hausse semblable à celle enregistrée en 2000, puisque les dépenses de consommation se sont maintenues en 2001. La forte demande de maisons neuves et de maisons du marché de la revente a contribué à la hausse de l'emploi dans le secteur de la construction, qui s'est accru de 30 000 en 2001, soit de 3,7 %.

(suite à la page 3)

... Bilan de fin d'année : l'emploi n'a guère progressé en 2001

La légère hausse de l'emploi global en 2001 était entièrement attribuable à la progression du travail à temps partiel, qui a mis un terme à quatre années de croissance de l'emploi à temps plein. De 1997 à 2000, l'emploi à temps plein avait progressé de 13,4 %, dépassant largement la croissance de l'emploi à temps partiel (+3,5 %). Toutefois, l'emploi à temps plein a fléchi de 0,2 % en 2001, tandis que l'emploi à temps partiel a grimpé de 1,7 %.

En raison de la faiblesse des secteurs de la fabrication, de la conception de systèmes informatiques et d'autres branches d'activité qui exigent des semaines de travail relativement longues, le nombre d'employés à temps plein a plafonné à environ 12,3 millions. Les employés à temps plein représentaient tout de même quatre travailleurs sur cinq.

Le nombre de travailleurs indépendants a reculé pour la deuxième année d'affilée. Il y avait un peu moins de 2,3 millions de travailleurs autonomes en décembre, en baisse d'environ 83 000 par rapport à décembre 2000.

En Colombie-Britannique, l'emploi a fléchi au deuxième semestre de 2001 et a baissé de 46 000 (-2,3 %) au quatrième trimestre par rapport au même trimestre de 2000. De nouvelles restrictions imposées sur le marché américain ont forcé bon nombre de producteurs de bois à réduire ou à interrompre leurs activités.

L'Ontario a été à l'origine des deux tiers environ du recul de l'emploi dans le secteur manufacturier à l'échelle nationale. Les livraisons de véhicules automobiles dans cette province ont diminué, tout comme la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques. Vers la fin de 2001, l'Ontario enregistrait des pertes estimées à 83 000 emplois, soit une chute de 7,1 %, qui a neutralisé toute la croissance enregistrée à la fin de 2000.

Globalement, l'emploi en Ontario ne s'est accru que de 10 000 de décembre 2000 à décembre 2001. Il s'agit d'un changement marqué par rapport à l'année 2000, qui a été caractérisée par une progression de 189 000 emplois par rapport à décembre 1999. La stagnation de l'emploi en 2001 s'est soldée par une augmentation du taux de chômage dans la province, celui-ci passant de 6,0 % en décembre 2000 à 6,9 % à la fin de 2001.

Estimations du marché du travail Données désaisonnalisées

	Déc. 2001	Déc. 2000 à déc. 2001
	en milliers	var. en milliers
Emploi	15 091,4	24,7
Hommes	8 090,0	-28,9
15 à 24 ans	1 165,4	-51,5
25 à 54 ans	5 937,3	-16,8
55 ans et plus	987,3	39,4
Femmes	7 001,4	53,6
15 à 24 ans	1 135,5	8,0
25 à 54 ans	5 190,5	13,0
55 ans et plus	675,4	32,6
Chômage	1 318,4	215,1
Hommes	765,3	161,9
15 à 24 ans	219,3	30,1
25 à 54 ans	479,5	112,5
55 ans et plus	66,5	19,3
Femmes	553,1	53,2
15 à 24 ans	154,4	8,7
25 à 54 ans	352,7	29,2
55 ans et plus	46,0	15,3
	%	var. en points de %
Taux de chômage	8,0	1,2
Hommes	8,6	1,7
15 à 24 ans	15,8	2,3
25 à 54 ans	7,5	1,7
55 ans et plus	6,3	1,6
Femmes	7,3	0,6
15 à 24 ans	12,0	0,6
25 à 54 ans	6,4	0,5
55 ans et plus	6,4	1,8

Pour en savoir plus, communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 (courriel : bowlgeo@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Valeur record des permis de construction résidentielle

La valeur estimée des permis de construction s'élevait à 39,9 milliards de dollars en 2001, ce qui est très proche du record enregistré en 1989. Les intentions de construction résidentielle ont atteint une valeur annuelle record, tandis que la valeur des permis de construction non résidentielle a affiché son plus haut niveau en 12 ans.

Le total annuel estimatif de 39,9 milliards de dollars est de 8,1 % supérieur à celui de 2000 et juste en deçà du meilleur résultat annuel jamais atteint, à savoir 40,0 milliards de dollars. Les progressions enregistrées dans les secteurs résidentiel et non résidentiel ont contribué à cet excellent résultat.

En 2001, les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont augmenté de 8,9 %, atteignant un niveau annuel record de 22,2 milliards de dollars (chiffre provisoire), qui succède à d'excellents résultats enregistrés en 1999 et en 2000. Le maintien de la tendance à la hausse de la valeur des permis de construction résidentielle en 2001 s'explique surtout par les taux hypothécaires bas, le resserrement des taux d'inoccupation dans plusieurs centres et la vigueur de la demande sur le marché de la revente de logements.

En 2001, la principale composante du secteur de l'habitation — à savoir la composante unifamiliale, qui représente plus de 70 % de la valeur totale du secteur — a été à la tête du mouvement à la hausse en dollars dans le secteur résidentiel. La valeur des permis de construction unifamiliale a grimpé de 8,2 %, passant à

(suite à la page 4)

... Valeur record des permis de construction résidentielle

16,0 milliards de dollars, suivie de celle des permis de construction multifamiliale (+10,8 %, valeur totale de 6,2 milliards de dollars).

À l'échelle régionale, la valeur totale des permis de construction résidentielle a augmenté dans 22 des 26 régions métropolitaines de recensement. Calgary a enregistré la plus forte hausse en dollars pour la composante unifamiliale, et Vancouver, la plus forte hausse dans la composante multifamiliale. Hormis la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Nunavut, l'ensemble des provinces et des territoires ont affiché des hausses de la valeur des permis de construction résidentielle. Les progressions les plus prononcées en dollars ont été enregistrées au Québec (+15,8 %) et en Alberta (+16,9 %).

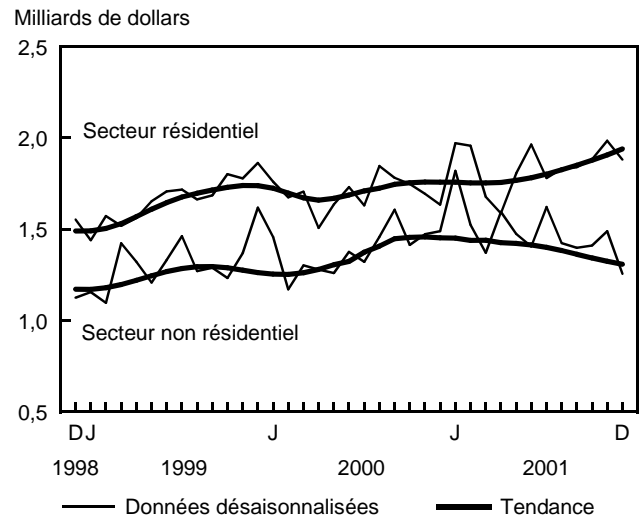
Après les excellents résultats enregistrés de 1997 à 2000, les intentions de construction dans le secteur non résidentiel ont conservé leur élan en 2001, ayant progressé de 7,1 %, pour atteindre un total provisoire de 17,8 milliards de dollars, le meilleur chiffre depuis 1989. Cette croissance s'explique par la baisse des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux et à vocation commerciale ainsi que par la pénurie d'espaces industriels dans de nombreux centres en 2000. Parmi d'autres facteurs à l'origine de cette croissance figurent le niveau bas des taux d'intérêt, les bénéfices des sociétés en 2000 et l'augmentation des projets de dépenses de construction dans les administrations publiques.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Décembre 2001	Novembre à décembre 2001	Janvier à décembre 2001	Janvier-décembre 2000 à janvier-décembre 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	17,0	-1,4	186,2	8,0
Halifax	42,2	108,8	331,4	-32,8
Saint John	5,4	-6,2	80,1	-14,5
Chicoutimi-Jonquière	4,9	-28,7	164,8	37,4
Québec	110,0	92,6	739,6	36,7
Sherbrooke	7,3	-39,8	137,9	8,0
Trois-Rivières	12,0	17,8	115,9	1,9
Montréal	411,9	0,0	4 401,2	35,8
Hull	21,0	12,4	346,7	14,5
Ottawa	127,2	10,7	1 454,1	-3,5
Oshawa	49,0	1,3	579,5	-10,5
Toronto	551,0	-25,8	8 347,2	-2,3
Hamilton	53,8	-27,9	838,8	11,9
St. Catharines-Niagara	26,4	40,7	392,3	-26,8
Kitchener	87,9	-16,1	1 004,4	28,3
London	51,2	-24,4	695,5	61,9
Windsor	58,8	16,1	573,3	4,0
Sudbury	2,3	-94,9	116,7	29,3
Thunder Bay	16,4	350,0	109,0	13,5
Winnipeg	26,5	-34,1	421,7	-19,0
Regina	13,6	-23,9	214,3	52,1
Saskatoon	12,1	-78,0	290,9	19,9
Calgary	216,0	-25,9	2 325,9	1,7
Edmonton	164,8	1,8	1 490,6	19,3
Vancouver	222,8	23,7	3 002,8	9,7
Victoria	33,4	63,0	366,4	26,0

Valeur des permis de construction



La composante institutionnelle a été le principal facteur à l'origine de la croissance annuelle du secteur non résidentiel. La valeur des permis de construction institutionnelle a atteint le niveau record de 5,0 milliards de dollars, en hausse de 33,6 %. Cette hausse est attribuable aux établissements d'enseignement, aux immeubles à vocation médicale et aux hôpitaux. Les intentions de construction commerciale ont augmenté de 2,2 % par rapport à 2000 pour se chiffrer à 9,1 milliards de dollars, leur plus haut niveau depuis 1989. La hausse a été surtout attribuable aux projets de construction d'immeubles à bureaux.

La composante industrielle a mis un terme à quatre ans de progression, ayant reculé de 6,8 %, pour descendre à 3,7 milliards de dollars, après une croissance de 9,5 % en 2000. Cette baisse enregistrée en 2001 s'explique largement par la chute des intentions de construction d'usines. À l'échelle provinciale, la croissance la plus marquée en 2001, en dollars, a été observée au Québec (+31,0 %, valeur totale de 4,0 milliards de dollars), résultat de l'essor des intentions de construction commerciale dans la région de Montréal. La Nouvelle-Écosse a accusé le plus net recul (-34,3 %, valeur totale de 245 millions de dollars), ses trois composantes non résidentielles s'étant repliées.

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a chuté en décembre, à la suite d'un recul important des intentions de construction industrielle, dont la valeur s'élevait à 3,1 milliards de dollars, en baisse de 9,7 % par rapport à novembre. La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 15,6 %, passant à son plus bas niveau depuis février 2000. Les intentions de construction de logements ont fléchi de 5,2 %, mettant un terme à quatre mois consécutifs de progression. Cependant, la valeur des permis de construction résidentielle en décembre a dépassé de 1,9 % le niveau mensuel moyen de 2001.

*Le numéro de décembre 2001 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Le secteur des services continue de surpasser celui des biens

La production dans les industries de services s'est accrue de 0,3 % en chiffres absolus au troisième trimestre de 2001. Il s'agit du plus faible taux de croissance trimestriel du produit intérieur brut (PIB) en plus de cinq ans. Néanmoins, le secteur des services a continué de surpasser celui des biens, dont la production a fléchi (-2,0 %) de juillet à septembre pour le quatrième trimestre consécutif.

Au troisième trimestre de 2001, le secteur des services a créé 55 100 emplois, mais il s'agit d'une très faible hausse étant donné le caractère saisonnier de nombreux secteurs de services, dont les effectifs augmentent d'habitude considérablement en été.

Bien que la croissance du PIB dans le secteur des services ait commencé à ralentir antérieurement, la progression observée au troisième trimestre de 2001 a été limitée par le recul appréciable de la production dans le secteur des voyages, qui a été durement touché par les événements du 11 septembre. Le PIB a régressé de 5,0 % dans le secteur du transport aérien, et de 3,9 % dans le secteur des services d'hébergement.

Rien qu'en septembre, la production a dégringolé de 19,1 % dans le secteur du transport aérien et de 10,9 % dans les services d'hébergement, en raison des fermetures d'aéroports, de la baisse de la demande de transport aérien de passagers et du nombre sans précédent d'annulations de réservations d'hôtel. En outre, la morosité économique qui s'était amorcée avant le 11 septembre a probablement contribué à la baisse de la production au troisième trimestre dans les deux industries, qui avaient affiché un déclin au deuxième trimestre.

D'autres industries de services ont accusé des reculs du PIB. Le secteur du camionnage a régressé de 3,5 % en raison surtout du ralentissement dans le secteur manufacturier. Dans le secteur de la location et de la location à bail de matériel automobile, le PIB s'est replié de 1,6 %. Le secteur du commerce de détail a accusé sa plus forte baisse en quatre ans au moins (-0,9 %), à cause principalement de la diminution appréciable des ventes au détail en septembre.

Le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, qui compte d'habitude parmi les plus dynamiques dans l'ensemble de l'économie, a vu sa production régresser de 0,4 %. Il s'agit de la première baisse trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 1996. La morosité économique a contraint les entreprises préoccupées par leur budget à sabrer dans certains achats de services.

Taux de croissance trimestrielle du PIB

	Services	Biens
	%	
3 ^e trimestre 2000	1,1	0,6
4 ^e trimestre 2000	0,5	-0,5
1 ^{er} trimestre 2001	0,6	-1,3
2 ^e trimestre 2001	0,5	-0,4
3 ^e trimestre 2001	0,3	-2,0

Parmi les industries de services qui ont vu leur production croître au troisième trimestre figurent celui de la télévision payante et spécialisée et de la distribution d'émissions de télévision (+5,3 %), où la demande s'est encore raffermie, ainsi que celui des arts, des spectacles et des loisirs (+2,6 %), qui a profité de la forte croissance des arts d'interprétation, des sports-spectacles et des établissements du patrimoine. Notons également le secteur du transport en commun et du transport terrestre de passagers (+2,2 %), dont les gains tiennent surtout au fait que moins de voyageurs étaient disposés à prendre l'avion ou étaient en mesure de le faire, ainsi qu'à la reprise du transport en commun à Vancouver après la grève qui a sévi au deuxième trimestre.

Les consommateurs ont contribué à la croissance du secteur des services au troisième trimestre de 2001, puisque les dépenses personnelles ont crû de 1,2 % en valeur nominale. Alors que le prix des services n'a presque pas varié au troisième trimestre, la croissance des dépenses personnelles a résulté principalement de l'achat d'un plus grand volume de services.

Cette croissance attribuable aux consommateurs a été quelque peu compensée par la forte baisse (-5,2 %) des exportations canadiennes de services. Les importations, aussi, ont régressé de 4,2 %. Cette baisse est en partie imputable aux événements du 11 septembre, mais aussi probablement au fait que l'économie dans son ensemble connaissait déjà un ralentissement. Par exemple, les importations et les exportations de services avaient baissé de 3,4 % et de 0,5 % respectivement au deuxième trimestre.

Le numéro du troisième trimestre de 2001 des Indicateurs des services (Internet : 63-016-XIB, 26 \$ / 87 \$; papier : 63-016-XPB, 35 \$ / 116 \$) est en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Little au (613) 951-6739 (courriel : littndon@statcan.ca), Division des industries de services.

La fréquentation des salles de cinéma à un sommet inégalé en 40 ans

La fréquentation des salles de cinéma a affiché sa huitième hausse annuelle consécutive en 1999-2000, se chiffrant à 119,8 millions d'entrées, ce qui est un sommet sans précédent depuis 40 ans. Le taux de croissance de 5 % représente toutefois moins de la moitié du taux de 13 % enregistré en 1998-1999.

L'avènement de nouveaux grands complexes à écrans multiples a largement contribué à l'augmentation globale de la fréquentation depuis 1991-1992. Au cours de la seule période 1999-2000, 23 grands cinémas (ceux déclarant des recettes d'exploitation d'un million de dollars et plus) et 25 cinémas de moindre importance ont ouvert leurs portes. Les nouveaux grands établissements, des multiplex pour la plupart, ont déclaré une fréquentation totale supérieure à la croissance de l'ensemble du secteur.

De 1991-1992 à 1999-2000, le nombre total de cinémas s'est accru de 4 %, le nombre d'écrans, de 75 % et le nombre de sièges, de 46 %, ce qui révèle une augmentation du nombre de multiplex, mais aussi une proportion plus élevée de petites salles.

Au début des années 1990, l'industrie du cinéma a amorcé une reprise après des décennies de repli. Le nombre d'entrées a grimpé d'environ 70 % de 1991-1992 à 1999-2000. Parallèlement, le secteur a procédé à une rationalisation et à une restructuration de ses activités. Bon nombre de petits cinémas et de cinémas moyens peu rentables ont cédé la place à de grands établissements à écrans multiples. De 1991-1992 à 1999-2000, par exemple, le nombre de grands cinémas est passé de 167 à 263, en hausse de 57 %. Cette croissance s'est toutefois produite au détriment des cinémas petits et moyens, dont le nombre a diminué de 15 % pour se fixer à 383.

Si ces plus grands cinémas nouvellement aménagés ont enregistré 8,6 millions d'entrées, l'attraction exercée par les cinémas déjà établis semble s'estomper. La fréquentation des cinémas plus grands et déjà établis s'est contractée de 5 %; celle des cinémas moyens a baissé de 21 % et celle des petits cinémas, de 18 %.

La croissance ralentie de la fréquentation en 1999-2000 s'est accompagnée d'une stabilisation des parts de marché. Après s'être progressivement accrue de 1991-1992 à 1997-1998, la part de marché des plus grands cinémas s'est stabilisée de 1998-1999 à 1999-2000, s'établissant à 84 %. La baisse de la part de marché des petits cinémas semble aussi tirer à sa fin, bien que ces établissements aient accusé un léger recul en 1999-2000. Les cinémas de taille moyenne ont, quant à eux, affiché une faible hausse de leur part de marché.

Les bénéficiaires des cinémas ont chuté de 39 % par rapport à 1998-1999 pour se chiffrer à 42,1 millions de dollars. Le nombre d'emplois à temps plein s'est accru de 6 % pour atteindre 1 876, et le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 17 % pour se fixer à 13 779. Les bénéficiaires totaux se sont chiffrés à 39,6 millions de dollars, représentant 4 % des recettes totales. Tout comme dans les années antérieures, les grands cinémas ont réalisé des bénéfices, et les petits ont subi des pertes. La marge bénéficiaire

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les cinémas recense tous les cinémas et les ciné-parcs du Canada. L'enquête effectuée en 1999-2000 portait sur 646 cinémas et 68 ciné-parcs, qui ont fourni des données pour leur exercice financier se terminant entre le 1^{er} avril 1999 et le 31 mars 2000. Les comparaisons de pourcentage effectuées entre 1998-1999 et 1999-2000 ne tiennent pas compte des 14 cinémas ajoutés à la base de sondage de 1999-2000 mais que l'on savait en exploitation en 1998-1999.

Cinémas et ciné-parcs, 1999-2000

	Cinémas	Ciné-parcs	Total
Nombre d'établissements	646	68	714
Nombre d'écrans	2 817	106	2 923
Employés à temps plein	1 772	104	1 876
Employés à temps partiel	13 056	723	13 779
en milliers			
Nombre d'entrées	117 845	1 940	119 785
milliers de dollars			
Recettes au guichet	647 234	11 425	658 659
Recettes totales	931 366	19 636	951 002
Bénéfices	39 616	2 446	42 062

des très grands cinémas s'est établie à environ 7 %, et celle des grands cinémas, à 6 %. Quant aux cinémas de taille moyenne, ils ont déclaré des pertes de 9 %, et ceux de petite taille, des pertes de 5 %.

La fréquentation des ciné-parcs est restée à peu près stable en 1999-2000, après avoir fléchi en moyenne de 8 % annuellement de 1995-1996 à 1998-1999. Le nombre de ciné-parcs est, lui aussi, resté stable (68 établissements), quelques fermetures ayant été contrebalancées par un nombre équivalent d'ouvertures de nouveaux ciné-parcs. Les ciné-parcs ont réalisé 2,4 millions de dollars en bénéfices en 1999-2000, en hausse de 11 % par rapport à 1998-1999, et leur marge bénéficiaire a augmenté d'un point de pourcentage pour atteindre 12 %.

Les Canadiens sont allés au cinéma 3,93 fois en moyenne en 1999-2000. Les résidents de l'Alberta et de la Colombie-Britannique demeurent les cinéphiles les plus fervents au pays, avec 5,19 et 4,21 visites respectivement. Par contre, avec 1,47 visite par an, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador continuent d'afficher la fréquentation la plus faible par personne.

Les données de l'Enquête sur les cinémas sont maintenant disponibles (papier : 87F0009XPF, 50 \$). Pour des renseignements généraux, communiquez sans frais avec le Service à la clientèle au 1 800 307-3382 (courriel : cult.tourstats@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Norman Verma au (613) 951-6863 (courriel : norman.verma@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Nouveautés de Statistique Canada

Traitement des causes par les tribunaux de juridiction criminelle

D'après une nouvelle étude des tribunaux intitulée *Juristat : Traitement des causes par les tribunaux de juridiction criminelle, 1999-2000*, les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes traitent moins de causes, mais leur charge de travail s'accroît.

Les causes prennent plus de temps à être réglées, surtout parce qu'elles deviennent de plus en plus complexes. En 1999-2000, les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans les sept provinces et les deux territoires qui ont participé à l'étude ont réglé 378 600 causes, en baisse de 4 % par rapport à 1998-1999 et de 13 % depuis 1995-1996. Depuis 1995-1996, le nombre total de comparutions a augmenté de 3 %, et le nombre moyen de comparutions pour l'infraction la plus grave de la cause a grimpé de 14 %.

Le Juristat : Traitement des causes dans les tribunaux de juridiction criminelle, 1999-2000 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPB, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Les ressources policières au Canada

Au 15 juin 2001, on dénombrait un peu plus de 57 000 policiers au Canada, soit 2 % de plus qu'au 15 juin 2000. La moitié de cette hausse découle d'une augmentation de 5 % du nombre d'agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Après avoir reculé de 1991 à 1998, le nombre de policiers pour 100 000 habitants a progressé pour la troisième année consécutive, passant à 184.

Le recrutement de policières a progressé de 8 % par rapport à 2000, tandis que le nombre de policiers a augmenté de 1 %. Les policières représentent maintenant environ 15 % de l'effectif policier. Les dépenses au chapitre des services de police fédéraux, provinciaux et municipaux se sont élevées à 6,8 milliards de dollars en 2000. La hausse de 6 % des dépenses totales en 2000 est la plus forte croissance annuelle des coûts des services de police en dix ans.

La publication intitulée Les ressources policières au Canada (Internet : 85-225-XIF, 26 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Changements de limites, de statut et de nom des municipalités

Le rapport intitulé *Liste intérimaire des changements de limites, de statut et de nom des municipalités* donne un sommaire des modifications apportées aux limites, au statut et au nom des municipalités pour la période du 2 janvier 1996 au 1^{er} janvier 2001, à partir des données fournies par les provinces et les territoires.

Le rapport intitulé Liste intérimaire des changements de limites, de statut et de nom des municipalités (papier : 92F0009XPB, 25 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements ou pour commander ce produit, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous. (Voir liste à la page 11.)

Profil des producteurs de maïs-grain et de soya génétiquement modifiés

L'étude intitulée *Le profil des producteurs de maïs-grain et de soya génétiquement modifiés au Québec et en Ontario* est basée sur les chiffres de superficie provenant de l'Enquête sur les cultures de juin 2000 et sur les données des rendements moyens provenant de l'Enquête sur les cultures de novembre 2000.

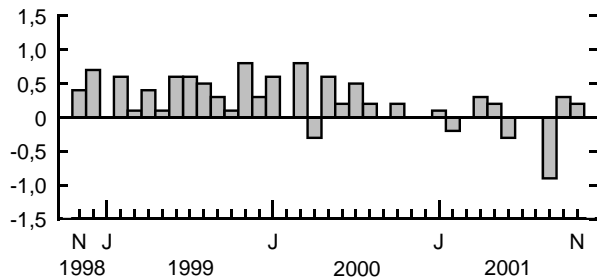
En 2000, les agriculteurs ont ensemencé 16 % de la superficie totale de soya du Québec et 18 % de celle de l'Ontario avec des semences génétiquement modifiées (SGM). La proportion pour le maïs-grain dans les deux provinces était de 27 %. Les rendements moyens de maïs-grain génétiquement modifié ont été supérieurs à ceux des semences non génétiquement modifiées, tandis que les différences de rendement pour le soya ont été négligeables. Les SGM intéressent toutes les catégories de fermes, même si les petites fermes en ont utilisé davantage que les grandes fermes.

Pour obtenir Le profil des producteurs de maïs-grain et de soya génétiquement modifiés au Québec et en Ontario (Internet : 21-601-MIF, gratuit), consultez le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Nos produits et services, Documents de recherche (gratuits), puis Agriculture. Pour plus de renseignements, communiquez avec Bernard Hategekimana au (613) 951-5304, Division de l'agriculture.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

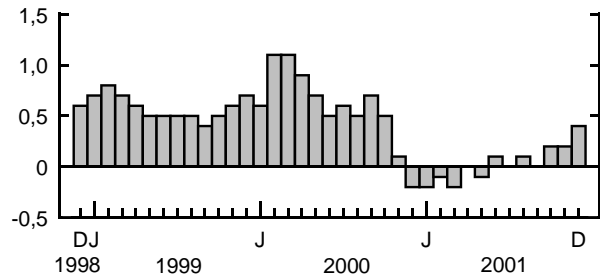
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,2 % en novembre, après avoir augmenté de 0,3 % en octobre.

Indice composite

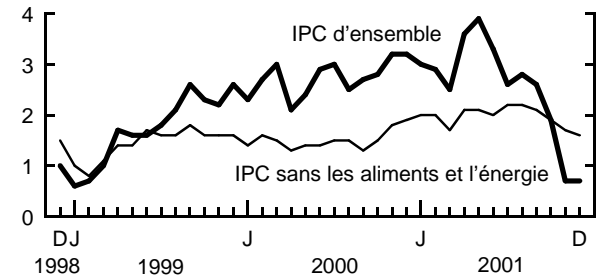
Variation mensuelle en %



En décembre, l'indicateur avancé a progressé de 0,4 %, grâce surtout au secteur du logement.

Indice des prix à la consommation

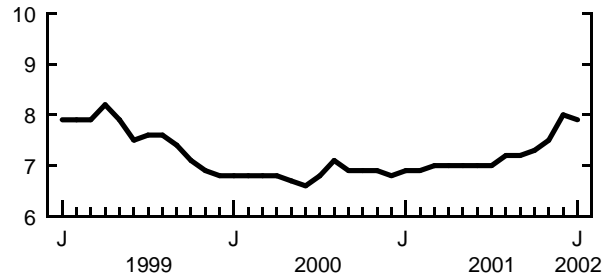
Variation annuelle en %



En décembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 0,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

Taux de chômage

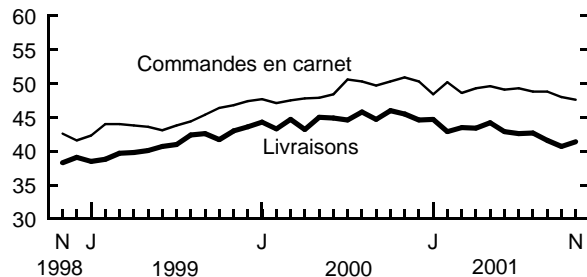
%



En janvier, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,9 %.

Fabrication

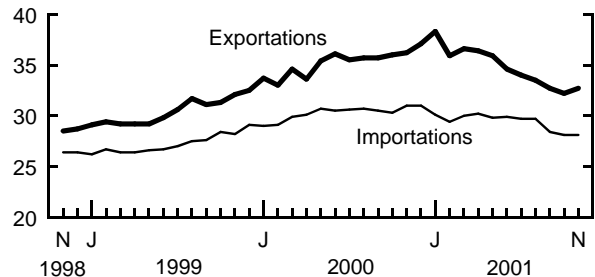
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé de 1,7 % en novembre, pour totaliser 41,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 0,8 % pour se fixer à 47,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations ont augmenté de 1,3 % pour se fixer à 32,7 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,3 % pour se fixer à 28,1 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	novembre	933,7	0,2 %	-0,3 %
Indice composite (1992 = 100)	décembre	167,7	0,4 %	0,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2001	37,6	-14,4 %	-24,0 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2001	79,4	-2,5 †	-7,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	24,6	1,4 %	5,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre*	145,7	0,9 %	11,9 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	novembre	32,4	0,4 %	2,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier*	15,2	0,5 %	0,7 %
Taux de chômage (%)	janvier*	7,9	-0,1 †	1,0 †
Taux d'activité (%)	janvier*	66,4	0,1 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre	670,84	0,19 %	1,94 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	janvier	125	-0,8 %	-27,3 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	novembre	557,1	3,6 %	17,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	32,7	1,3 %	-9,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	28,1	-0,3 %	-9,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	4,6	0,5	-0,7
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	41,4	1,7 %	-9,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	41,0	2,7 %	-11,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	47,6	-0,8 %	-6,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,53	-0,03	0,09
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier*	116,2	0,3 %	1,3 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	décembre	105,4	-0,8 %	-2,3 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	décembre	101,8	-1,4 %	-12,8 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre*	107,3	0,2 %	2,8 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088,
 madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario),
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada
 se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le
 Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les
 sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir
 de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux
 communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
 © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de
 transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque
 moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique,
 mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recou-
 vrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de
 licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
 l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for
 Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 7 au 13 février 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Le profil des producteurs de maïs-grain et de soya génétiquement modifiés au Québec et en Ontario	1999-2001	21-601-MIF01052	gratuit
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Les ressources policières au Canada	2001	85-225-XIF	26
Juristat : Traitement des causes dans les tribunaux de juridiction criminelle	1999-2000	85-002-XIF	8/70
Juristat : Traitement des causes dans les tribunaux de juridiction criminelle	1999-2000	85-002-XPf	10/93
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Cinémas et ciné-parcs	1999-2000	87F0009XPf	50
DÉMOGRAPHIE			
Liste intérimaire des changements de limites, de statut et de nom des municipalités	1996 à 2001	92F0009XPB	25
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Production et disposition des produits du tabac	décembre 2001	32-022-XIB	5/47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	décembre 2001	46-002-XIB	5/47
Fils d'acier et certains produits de fil métallique	décembre 2001	41-006-XIB	5/47
Huiles et corps gras	décembre 2001	32-006-XIB	5/47
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	décembre 2001	64-001-XIF	14/145
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	novembre 2001	15-001-XIF	11/110
PRIX			
Indice des prix à la consommation	janvier 2002	62-001-XIB	8/77
Indice des prix à la consommation	janvier 2002	62-001-XPB	11/103
Statistiques des prix de la construction	3 ^e trim. de 2001	62-007-XPB	24/79
RÉSEAUX DE SOUTIEN FAMILIAUX ET SOCIAUX			
Le système de comptes du travail total de Statistique Canada : guide technique	1998	12-584-GIF	50
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	novembre 2001	72-002-XIB	24/240
Information – population active	janvier 2002	71-001-PIB	8/78
Information – population active	janvier 2002	71-001-PPB	11/103
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires mensuels	décembre 2001	52-001-XIF	8/77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPf, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données informatisées CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Statistique Canada
Services-conseils
1741, rue Brunswick, 2^e étage, casier 11
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courriel : atlantic.info@statcan.ca

Québec et Nunavut

Statistique Canada
Services-conseils
Complexe Guy-Favreau, Tour Est
200, boul. René-Lévesque Ouest, pièce 408
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350
Courriel : infostcmontreal@statcan.ca

Région de la capitale nationale

Statistique Canada
Centre de consultation statistique (RCN)
Immeuble R.-H.-Coats
Avenue Holland, rez-de-chaussée
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (613) 951-0581
Courriel : infostats@statcan.ca

Ontario

Statistique Canada
Services-conseils
Immeuble Arthur-Meighen
25, avenue St. Clair Est, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Statistique Canada
Services-conseils
Édifice Via Rail
123, rue Main, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courriel : statswpg@accglobal.net

Saskatchewan

Statistique Canada
Services-conseils
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courriel : statcan@sk.sympatico.ca

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Statistique Canada
Services-conseils
Park Square
10001, Bellamy Hill, 15^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (780) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (780) 495-5318
Courriel : ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Statistique Canada
Services-conseils
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Courriel : stcvan@statcan.ca

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629